

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Pontoise

Pontoise, le 11/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GREEN RECUP'**

82, rue de Montigny  
95100 Argenteuil

Références : ud95-2025-482

Code AIOT : 0006505364

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement GREEN RECUP' implanté 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ([www.georisques.gouv.fr/](http://www.georisques.gouv.fr/)).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection inopinée du site de GREEN RECUP à Argenteuil, rue de l'Ouest, suite à plusieurs plaintes portées à sa connaissance. Ces plaintes concernent des potentielles nuisances olfactives émises par GREEN RECUP, qui incommoderaient le voisinage de façon récurrente.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GREEN RECUP'
- 2 et 4, rue de l'Ouest 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006505364
- Régime : Autorisation

La société GREEN RECUP' exploite sur la commune d'Argenteuil, un centre de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux issus des activités économiques. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000. Cet arrêté a été complété le 10 août 2005, le 06 juillet 2011, le 30 janvier 2015 et le 16 mai 2023. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 soumise à enregistrement) s'appliquent sans préjudice des prescriptions particulières des arrêtés préfectoraux précités.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Équipement sous pression
- Odeur
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositions générales d'exploitation	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion des aires de circulation et de stockage	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	5 jours
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 3	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 4	Sans objet
5	Captation	Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des remises en conformité sont attendues de la part de l'exploitant, mais aucune nuisance olfactive

particulière n'a été constatée au cours du contrôle. Néanmoins, l'Inspection invite l'exploitant à tenir compte des demandes du présent rapport afin d'éviter au maximum les nuisances produites par l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 3				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées L'article 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2011 est modifié comme suit :				
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil du classement	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux	Installation de broyage et pressage des papiers/cartons Installation de pressage des plastiques Installation de pressage des polystyrènes 135 t/j (30 000 t/an)	Quantité traitée > 10 t/j	A
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Stock amont de papiers/cartons en vrac : <b>990 m³</b> Plastiques en vrac : <b>525 m³</b> Polystyrène en vrac : <b>168 m³</b> Pains de polystyrène : <b>168 m³</b> Balles papier/carton au nord de la presse à balle : <b>1 125 m³</b> Balles papier/carton en extérieur dans une alvéole couverte : <b>700 m³</b> Balles plastiques : <b>500 m³</b> au sud du broyeur en plus d'une alvéole couverte de <b>350 m³</b> , soit <b>850 m³</b> Bois A et Bois B : stock de <b>150 m³</b> chacun, soit <b>300 m³</b> <b>TOTAL : 4 826 m³</b>	Supérieur ou égal à 1 000 m³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte	Stock de DAE : 2 alvéoles de 200 m² soit <b>600 m³</b> chacune, soit <b>1 200 m³</b> Stock de déchets verts : <b>700 m³</b> <b>TOTAL : 1 900 m³</b>	Supérieur ou égal à 1 000 m³	E
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Une benne de 30 m³ de métaux ferreux et non ferreux, soit <b>15 m²</b>	Surface > 100 m² Surface < 1 000 m²	NC
4734*	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 cuves aériennes de Gasoil (7 t) et GNR (10 t) soit <b>17 t au total</b>	Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	NC
1435	Stations-service	Un poste de distribution Volume distribué: 84 m³/an	Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	NC
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface d'atelier inférieure à 2 000 m²	Supérieure à 2 000 m², mais inférieure ou égale à 5 000 m²	NC
<b>Constats :</b>				
L'inspection inopinée a été réalisée dans le cadre d'une problématique d'odeurs désagréables				

identifiée par la mairie d'Argenteuil et rapportée aux services de la DRIEAT et au Préfet du Val-d'Oise.

L'inspection a débuté directement sur site avec un premier contrôle visuel global des stockages et des déchets présents. Le site est organisé en alvéoles de stockage extérieures, pour certaines couvertes, séparées par des blocs béton en plus ou moins bon état.

À l'avant du site, deux alvéoles permettent le transit/regroupement des déchets d'activités économiques (DAE) en mélange, les autres alvéoles regroupant les déchets triés (papiers, cartons, bois, plastiques, verres). Il dispose également d'un bâtiment à l'intérieur duquel sont stockés les papiers/cartons/plastiques/polystyrène en mélange et triés, en attente d'être mis en balles ou en pains pour le polystyrène.

L'Inspection a ainsi constaté que la société Green Recup réalisait du tri/transit/regroupement de déchets non dangereux et des opérations de traitement de déchets non dangereux, détaillés ci-dessous :

**Rubrique 2791 :**

Il a été constaté la présence d'un broyeur et d'une presse à balles dans le bâtiment. L'exploitant a indiqué que le broyeur est complètement étanche et fermé, ce qui limite les envols de poussières potentielles de la machine.

Interrogé sur les quantités de déchets traités, l'exploitant a indiqué que les volumes respectaient les volumes autorisés de son arrêté.

**Rubrique 2714 :**

Lors de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets de bois, papiers, cartons, plastiques et polystyrène en mélange, et des déchets de papier, cartons et plastiques triés dans le bâtiment et dans les zones extérieures dédiées.

**Rubrique 2716 :**

Il a été constaté la présence de deux alvéoles situées à l'entrée du site, permettant le regroupement avant tri sur site des déchets d'activités économiques (DAE). Ces déchets sont déposés dans l'alvéole pour ensuite être envoyés vers le bâtiment intérieur pour être triés. Il a été constaté, lors de la visite, des déchets de bois/carton/papier/plastique, triés et en vrac, respectivement stockés dans leurs alvéoles dédiées. Des déchets de verre ont également été constatés sur le site dans l'alvéole correspondant aux déchets de bois A, telle que décrite dans le plan de la fiche 2. La quantité stockée sur le site ne dépasse pas les limites de la rubrique 2715 (250 m<sup>3</sup>), relative à ce type de déchets.

**Rubrique 2713 :**

Il a été constaté la présence de déchets métalliques, en quantité importante sur le site. Ces déchets métalliques sont stockés dans une alvéole en mégablocs, proche des locaux sociaux du site. Cette alvéole ne figure pas dans le plan de stockage des installations.

**Rubriques 4734, 1435 et 2930 :**

Il a été constaté la présence de deux cuves, une de gasoil et une de GNR (Gazole Non Routier), ainsi que d'un poste de distribution. Le site dispose également d'un petit atelier de réparation, qui sert aussi de stockage tampon de déchets de canettes en balles. L'exploitant a indiqué que ces balles allaient être expédiées rapidement vers le site de GREEN RECUP Normandie.

Le jour de la visite, l'Inspection a demandé un état des stocks du site au moment de la visite, représentatif des quantités qui ont pu être observées. En date du 08/08/2025, l'exploitant a fourni l'état des stocks pour la semaine du 01/08/2025 au 07/08/2025, attestant de la conformité à

l'arrêté préfectoral des volumes de déchets stockés, présents dans l'installation.
<b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les deux réseaux d'eaux pluviales sont chacun munis d'un obturateur. Ces appareils font l'objet d'un entretien régulier aux fins de s'assurer de leur bon fonctionnement. Un clapet anti-retour est positionné après la jonction des deux réseaux d'eaux pluviales. Il est dûment signalé, accessible et manipulable à tout moment par un membre du personnel. Il fait l'objet d'un entretien régulier et son bon fonctionnement est régulièrement vérifié. Les portails sont équipés de barrières antipollution et le bâtiment d'un seuil de 18 cm permettant de contenir les eaux sur le site en cas d'incendie, étant précisé que ces équipements (barrières et seuils surélevés) doivent être en capacité de contenir une averse d'intensité décennale. La plateforme doit pouvoir être noyée pour retenir le volume d'eau nécessaire en cas de besoin. Le volume à retenir sur site est a minima de 460 m<sup>3</sup>. Si nécessaire, les eaux d'extinction devront être considérées comme des déchets et traitées comme tels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur son séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant a indiqué que celui-ci était nettoyé une fois par mois par la société SANET NETTOYAGE. Lors du contrôle, l'exploitant a pu présenter à l'Inspection une facture datant du mois de juin attestant du nettoyage de son séparateur et de l'élimination des boues. L'Inspection a constaté par la suite des BSD (Bordereaux de Suivis de Déchets) renseignés sur le site Trackdéchets, correspondant à l'enlèvement des boues d'hydrocarbures.</p> <p>Un obturateur pneumatique est présent à 1 mètre du séparateur, à l'entrée du site, afin de confiner les eaux d'extinction du site en cas d'incendie.</p> <p>La prescription reprenant deux réseaux d'eaux pluviales avec chacun un obturateur sera modifiée lors d'une prochaine mise à jour de l'arrêté d'autorisation. Interrogé sur l'état de son obturateur, l'exploitant a indiqué que celui-ci était fonctionnel et vérifié une fois par an.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué que l'entièreté du séparateur d'hydrocarbures et des réseaux d'eau seront remplacés par des équipements neufs au cours de l'année prochaine, car cet équipement présent sur le site commence à devenir trop ancien au vu de l'activité grandissante du site. L'exploitant a précisé, de plus, que le nouveau séparateur sera dimensionné en cohérence avec l'activité actuelle du site.</p> <p>S'agissant des barrières anti-pollution, l'exploitant a précisé en avoir deux sur site, d'une hauteur de 70 cm une fois déployées. Lors de la précédente inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection une procédure indiquant la marche à suivre concernant leur déploiement. L'exploitant a indiqué aussi, lors du précédent contrôle, avoir formé 4 salariés à l'utilisation de ces barrières anti-pollution.</p> <p>Enfin, l'exploitant a indiqué qu'il avait travaillé avec un bureau d'études pour dimensionner le volume disponible pour le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Il indique que le</p>

site est correctement dimensionné et que les moyens de confinement mis en place sont suffisants pour confiner les eaux d'extinction en cas de sinistre. Cependant, l'Inspection n'a pas pu vérifier les volumes de confinement disponibles le jour du contrôle.

**Observation n°1 :** Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les modifications décrites ci-dessus dans la réalisation du nouveau plan de zonage du site, qui fera l'objet d'un porter à connaissance (cf point n°3), suite à la demande de l'Inspection, notamment : les deux réseaux d'eaux pluviales qui débouchent sur un seul point de rejet vers l'extérieur, un seul obturateur, lieu et place de deux prévus à l'AP, pas de seuil de 18 cm remplacés par des barrières anti-pollution amovibles plus hautes que celles prévues initialement, présence d'un casier de regroupement des déchets métalliques...

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Dispositions générales d'exploitation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/05/2023, article 7

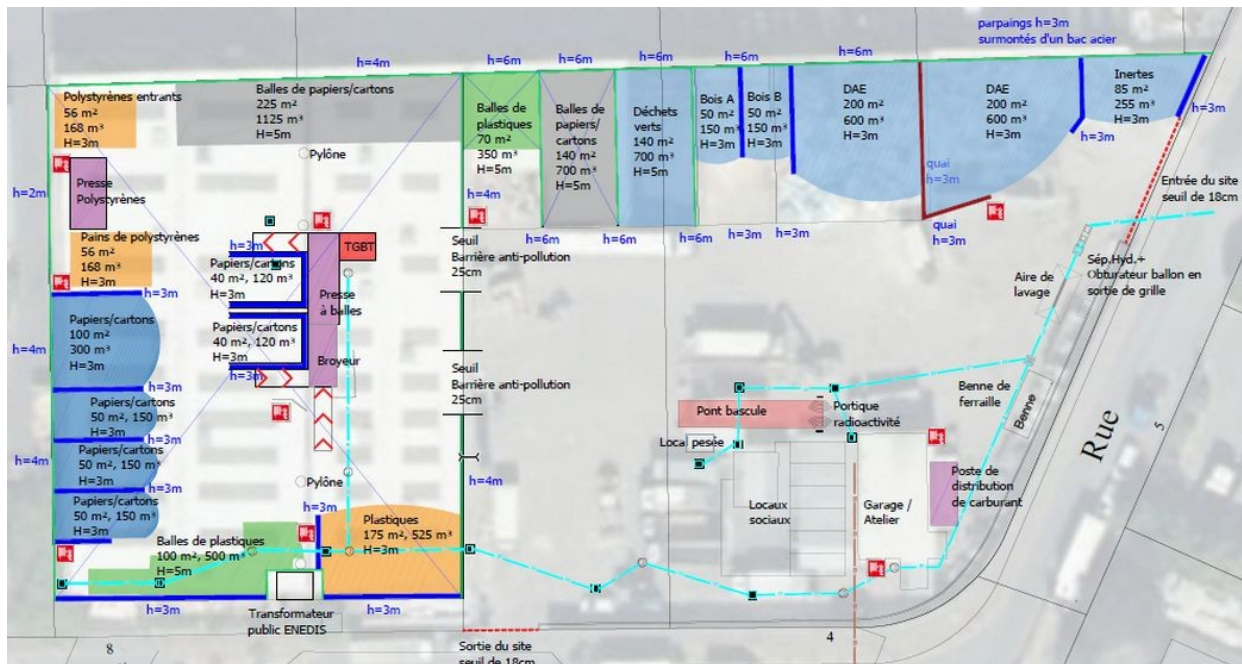
**Thème(s) :** Situation administrative, Plan des stockages

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2024

**Prescription contrôlée :**

L'installation est aménagée conformément au plan suivant :



**Constats :**

Sur la base du plan des stockages, l'inspection a réalisé le tour du site afin de vérifier, d'une part, la typologie des déchets et des différents stockages (voir fiche n°1) et d'autre part, les conditions d'exploitation.

Au cours de l'inspection, il a été constaté que le site gère de gros volumes de déchets, mais doit faire face à un manque récurrent de place. Des balles de plastiques ont pu être constatées faisant face à la façade extérieure du bâtiment (cf annexe photo).

Il ressort ainsi que :

- La hauteur du tas de DAE en mélange n'est pas respectée. Il a été constaté une hauteur supérieure à 3 m, le jour de la visite. **Ceci constitue une non-conformité.**
- l'alvéole A, supposée contenir du bois, contenait le jour de l'inspection des déchets de verre en vrac ;
- l'alvéole supposée contenir des déchets verts contenait des balles de cartons ;

- des déchets métalliques dans une alvéole dédiée et non dans une benne comme inscrit sur le plan ;
- le coin où se situe l'activité de transit ainsi que la presse de polystyrène est très encombrée, bloquant l'accès à un extincteur et forçant l'exploitant à stocker le polystyrène dans la partie dédiée au stockage de balle papier/carton.

Interrogé sur ces points, l'exploitant a indiqué qu'il travaille avec un bureau d'étude afin de réaliser un dossier de porter à connaissance, dans lequel le plan de zonage sera entièrement mis à jour.

**Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023, relatif à son établissement, l'exploitant ne respecte pas son plan de zonage et les zones de stockages dédiées.**

**Il est demandé à l'exploitant de revenir au respect des zones de stockage pour lesquelles il est autorisé.**

**Dans le cas où il souhaiterait modifier ses aires de stockages, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, en reprenant notamment, les distances des flux en cas d'incendie de ces stocks avec des propositions d'actions correctives si nécessaire.**

**Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2023, relatif à son établissement, les hauteurs de stockage sont supérieures aux hauteurs autorisées.**

**Il est demandé à l'exploitant de revenir aux hauteurs pour lesquelles il est régulièrement autorisé. Dans le cas où il souhaiterait augmenter les hauteurs des déchets en transit/regroupement, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Gestion des aires de circulation et de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des aires de stockages des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon les règles destinées à prévenir les risques et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement. (...)
<b>Constats :</b>  Au cours de l'inspection, il a été constaté, la présence de nombreux stocks de déchets plastiques, à l'extérieur, au niveau de la façade du bâtiment. Il a aussi été constaté un stock de DEEE derrière le bâtiment en structure préfabriquée qui sert de bureau à l'entreprise. Des stocks de balles plastiques et de canettes étaient présents également. Ces déchets sont en dehors des zones prévues pour leur stockage. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b> L'exploitant a indiqué que ces aires de stockages sont temporaires et que les déchets s'y trouvant seront rapidement évacués. Cependant, l'Inspection constate une nette amélioration concernant ce point par rapport aux précédentes inspections.  <b>Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000, relatif à son établissement, l'exploitant stocke des balles de plastiques, canettes et DEEE en dehors des zones de stockage dédiées.</b> <b>De ce fait, il est demandé à l'exploitant de réaliser le stockage de ses déchets dans les zones prévues par son arrêté préfectoral, sous un délai de 5 jours.</b> <b>Dans le cas où il souhaiterait ajouter de nouvelles aires de stockages au sein de son site, il lui appartient de déposer, avant toute modification, un dossier de porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46-II du code de l'environnement, en reprenant notamment, les distances des flux en cas d'incendie de ces stocks avec des propositions d'actions correctives si nécessaire.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 5 jours

**N° 5 : Captation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captation des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne dégage pas de fumée, gaz, poussières ou odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage. En particulier tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces. L'installation de broyage sera munie d'un dispositif de dépoussiérage permettant de limiter la teneur en poussière émise par cette installation en dessous de la valeur limite de 100 mg/m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  Interrogé sur des éventuelles plaintes de nuisances olfactives qui lui ont été adressées récemment, l'exploitant a expliqué que son activité de transit/tri/regroupement de déchets peut générer des légères odeurs au sein du site. Cependant il indique qu'elles ne se diffusent pas au-delà du site. Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté, qu'au contact du tas de déchets d'activité économique (DAE) en mélange, présent en extérieur, des odeurs étaient perceptibles suite au ramassage avec la pelle mécanique. Cependant, en limite du site, aucune odeur n'a été perçue par l'Inspection. L'Inspection a cependant observé d'importants envols de poussières émanant du tas de DAE, quand il est grappiné par la pelle mécanique pour être trié.  Lors de l'inspection, l'exploitant explique qu'il travaille sur plusieurs pistes de réflexion afin de prévenir au maximum les envols de poussières et les nuisances olfactives provenant de son site. L'une de ces pistes de réflexion serait l'installation de brumisateurs au-dessus des tas de DAE afin de faire retomber les poussières, diminuant les nuisances produites par le site.  L'Inspection a encouragé l'exploitant à poursuivre sa réflexion sur de potentielles pistes permettant de limiter les nuisances olfactives et les envols de poussières.  S'agissant du broyeur, l'Inspection a pu constater que celui-ci était étanche et fermé, ce qui permet d'éviter les envols de poussières émis par l'installation.  En tout état de cause, l'Inspection n'a <u>pas constaté</u> la présence de déchets interdits sur le site au cours du contrôle, tels que des biodéchets ou autres déchets fermentescibles, générateurs d'odeurs.  <b>La prescription contrôlée est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.II.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets - Émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses et notamment des papiers sont prises, à savoir : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement...) et convenablement nettoyées ; (...)
<b>Constats :</b>  Au cours de l'inspection, il a été constaté que les voies de circulation extérieures et sous le bâtiment sont encombrées de papiers et autres déchets légers. Cependant la visite a permis de constater la présence d'un salarié qui passait le balai sur les aires de circulation du site. L'exploitant précise que ce salarié est présent de 10H jusqu'à 18H, du lundi au vendredi, afin de nettoyer l'ensemble des aires de circulation. Il a été observé une zone entre 2 murs où des eaux stagnaient et des déchets légers étaient piégés. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b> Ces eaux stagnantes chargées interrogent comme pouvant être à l'origine d'éventuelles odeurs qui pourraient être dégagées, bien que l'Inspection n'a pas constaté d'odeurs à cet endroit du site.  L'exploitant a indiqué, au cours de l'inspection, avoir un prestataire qui réalise mensuellement un nettoyage complet du site. Les camions sont quant à eux nettoyés chaque semaine à la station de lavage proche du site, rue Guy Moquet.  <b>Non conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.II.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000, relatif aux installations de la société GREEN RECUP, des déchets légers répartis sur le site et coincés entre deux murs et des eaux stagnantes ont été constatés. De ce fait, il est demandé à l'exploitant de maintenir le site convenablement nettoyé en permanence de sorte à prévenir, en particulier, tout dégagement d'odeurs.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2000, article 3.V.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités. Il est notamment doté de matériels d'incendie, de traitement, d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et de masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) disponibles sur le site à tout moment. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. (...) Le dispositif de lutte contre l'incendie doit comprendre : (...) - dix RIA répartis sur l'ensemble du site et un RIA DN40 en mousse physique ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel ; (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté qu'au moins un RIA (Robinet d'Incendie Armé) et un extincteur présent sur le site ne sont pas accessibles. En effet, des caisses en plastique et des déchets de polystyrène sont stockés devant. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b></p> <p>L'inspection a constaté sur site, la présence de 10 RIA, disposés de façon à pouvoir attaquer simultanément un foyer par deux lances en directions opposées. Des extincteurs en nombre ont aussi pu être constatés par l'Inspection, le jour de la visite. Ceux-ci ont été vérifiés par la société agréée DUBERNARD, en janvier 2025.</p> <p>S'agissant des poteaux incendie, l'exploitant a présenté un plan à l'Inspection, indiquant les emplacements des trois poteaux incendie proches du site. Interrogé sur la vérification du débit fourni en simultané de ces poteaux par l'Inspection, l'exploitant a indiqué n'avoir pas réalisé ces vérifications mais a expliqué qu'il fera la démarche auprès de la mairie le plus rapidement possible. <b>Ceci constitue une non-conformité</b></p> <p>S'agissant du RIA DN40 en mousse physique, celui-ci n'est pas présent au sein du site. L'exploitant a indiqué avoir à la place, 4 extincteurs poudre de 50 kg, pour compenser l'absence du RIA. L'inspection lui a indiqué qu'effectivement, ces extincteurs sont considérés comme un moyen de lutte contre l'incendie supplémentaire, présent sur le site mais ne remplace pas l'utilité du RIA de mousse physique. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b></p> <p><b>Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de l'article 3.V.71 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2000, relatif à la société GREEN RECUPERATION, un RIA et un extincteur ne sont pas accessibles, un RIA DN40 en mousse physique est manquant sur site et les débits en simultané des poteaux incendie présents à l'extérieur du site n'ont pas été vérifiés.</b></p> <p><b>De ce fait, il est demandé à l'exploitant de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser la vérification des poteaux incendie présents autour de son site, par la mairie ou les services de secours, afin de vérifier le débit fourni par chaque poteau en simultané ;</li> <li>- d'assurer l'accès aux RIA, de façon continue et permanente, en empêchant tout stockage de déchets autour ;</li> <li>- d'installer un RIA DN40 en mousse physique au sein de son site, proche des cuves de GNR ou de déposer un porter à connaissance demandant l'aménagement des prescriptions d'exploitation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

